Der Alleingang, 20 ans plus tard : retour sur une votation majeure

Autor(en): **Alliaume, Philippe**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Suisse magazine = Swiss magazine**

Band (Jahr): **- (2013)**

Heft 281-282

PDF erstellt am: **31.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-849350

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

POINT DE VUE

Der Alleingang, 20 ans plus tard

Retour sur une votation majeure

par Philippe Alliaume

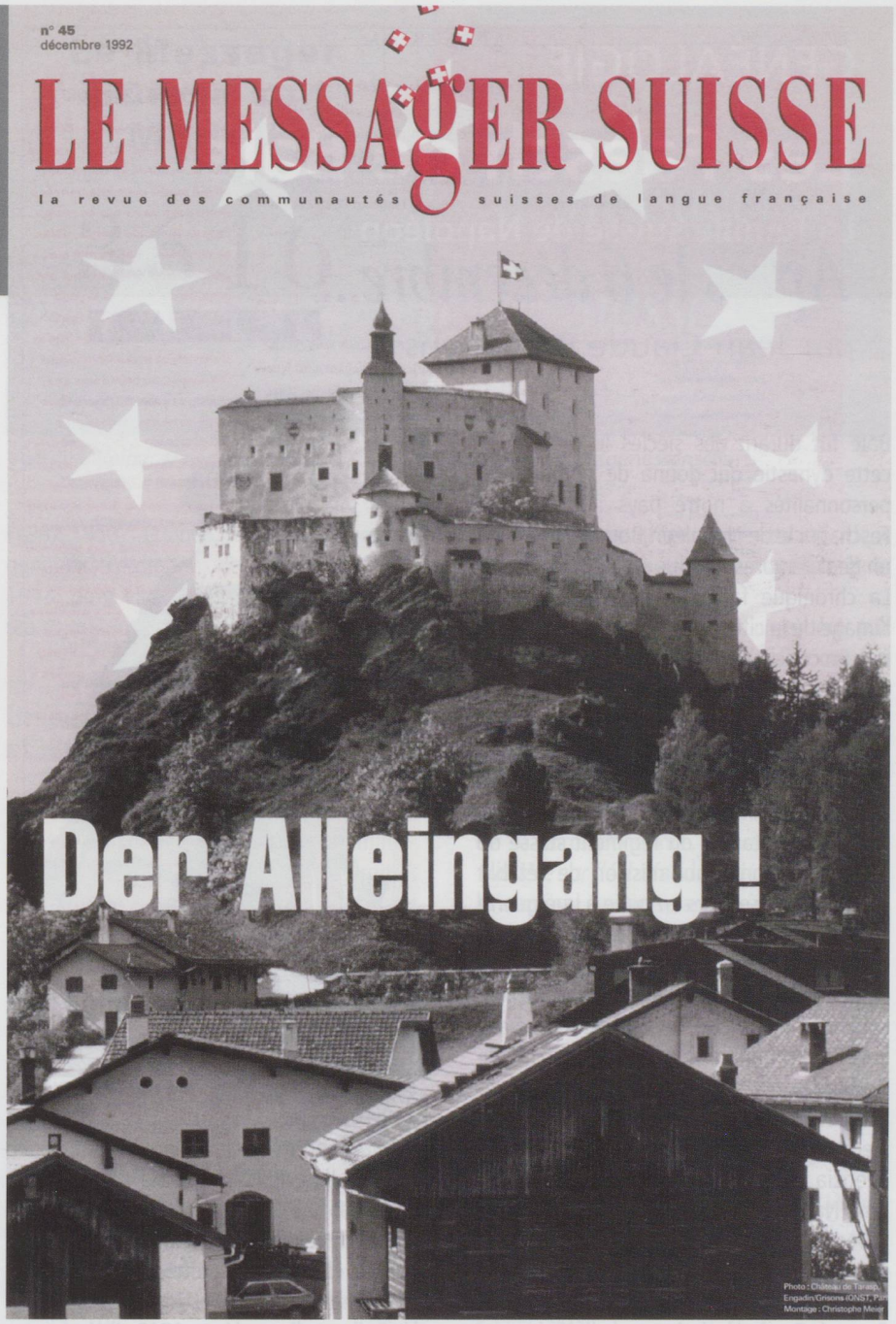
Vingt ans déjà. Vingt ans qu'au terme d'une épuisante discussion politique, le peuple et les cantons suisses refusaient, le 6 décembre 1992, le traité d'adhésion à l'EEE et choisissaient ce que les Cassandre n'avaient pas manqué d'appeler « *Der Alleingang* ». Les résultats étaient très étroits, puisque le non ne l'emportait qu'à 50,3 %, soit un écart d'à peine plus de 23 000 suffrages, malgré le oui unanime de tous les cantons romands et des deux demi-cantons de Bâle et une participation historique de 78,3 %, record jamais atteint depuis 1947. Très fort clivage aussi sur le *Röstigraben* avec des non entre 66 % et 74 % en Suisse centrale et aux Grisons, et un oui entre 65 % et 80 % en Romandie. Les Suisses de France, eux, s'étaient déclarés largement pour l'EEE (80,4 %), face à seulement 12,7 % de non. Les doubles nationaux à 84,3 % étaient plus favorables que les titulaires d'un simple passeport suisse à 72,6 %. Étonnamment, les plus de 50 ans, à 80,6 % étaient plus enthousiastes que les jeunes (75 % chez les moins de 25 ans). Le oui des Suissesses en France, à 84 %, dépassait celui des hommes à 76,4 %. Même si l'article du *Messager suisse*, emporté par son enthousiasme, se contredisait un peu, les Suisses de France considéraient que l'EEE n'était qu'une étape sur le chemin de l'Union européenne, pourtant appréciée par seulement 65 % contre 29 % des Suisses de France.

Le gouvernement n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour faire voter oui. Avec quelques ratés, comme le tango qui avait consisté à d'abord déclarer que le but ultime était l'adhésion à l'Union européenne, avant de reculer prudemment et de jurer que le seul sujet était finalement l'EEE. Mais avec un enthousiasme parfois touchant, comme le dénote le programme informatique largement diffusé par le bureau de l'intégration commun au département des Affaires étrangères et à celui de l'économie publique, dont *Suisse Magazine* a conservé précieusement une copie pour vous permettre d'en apprécier le symbolisme à peine outrancier.

Un dimanche noir ?

Outranciers aussi étaient certains arguments, parmi lesquels la certitude affichée qu'en refusant l'EEE, la Suisse allait se couper de tout lien avec l'Union européenne, qui n'accepterait jamais des négociations bilatérales, ou la prédiction que le franc suisse allait s'effondrer et passer en dessous du deutsche Mark, et même que l'attractivité de la place financière suisse allait s'effondrer face à la toute puissance de l'écu puis de l'euro. Outrancières aussi les réactions au lendemain du non, parmi lesquelles René Felber parlant d'un « Dimanche noir pour l'Economie Suisse (...) qui prive la jeunesse d'un projet d'avenir » ou le commissaire européen Frans Andriessen déclarant « Le peuple suisse a opté pour l'isolement ». Le modéré du moment c'était… Christoph Blocher qui déclarait « Je ne parle pas de victoire, ce n'est pas un match de football que nous avons joué ces derniers mois. La question était très sérieuse. Ce n'est pas en s'alliant à des pays rencontrant de grandes difficultés que nous trouverons des solutions à nos problèmes ». Mais enfin, M. Blocher, comment osiez-vous parler il y a vingt ans d'une Europe en grande difficulté alors que par comparaison à 2012, elle était plutôt en pleine forme ? Rappelons aussi que c'est cette année-là que le Danemark, qui venait de refuser en juin par référendum le traité de Maastricht pourtant accepté par son parlement, ce qui lui avait valu de se faire traiter de « mauvais joueur de l'Europe », gagnait face à l'Allemagne l'Euro de football auquel il avait été invité *in extremis* pour pallier l'absence de la Yougoslavie malheureusement occupée à faire une guerre que l'Europe s'avérait incapable d'empêcher.

Bel exercice de démocratie aussi, puisque les groupes d'opposants à l'EEE qui étaient très loin de se limiter à la droite dure ou nationaliste, et qui avaient été renforcés par un certain tango déjà évoqué de la



politique du gouvernement, multipliaient les actions, allant jusqu'à faire les marchés avec des copies de « l'acquis communautaire » afin d'engager les citoyens à lire le paquet de textes qu'ils allaient adopter en votant oui.

Toujours plus de rejet

Et aujourd'hui ? D'après un récent sondage Isopublic qui, depuis 20 ans, a régulièrement interrogé la population pour suivre l'évolution du sujet en réalisant 284 000 entretiens individuels, il y a maintenant 57,8 % de Suisses opposés à une adhésion EEE contre 31,8 % favorables. Le oui à l'EEE n'a fait, depuis 1992 que baisser, perdant un tiers de ses soutiens. L'UE engendre encore plus de rejet. En 2012, ce sont 81,7 % de citoyens qui sont contre, et seulement 11,5 % qui sont pour. Il devient de plus en plus difficile d'assimiler le rejet de l'UE à une position purement UDC, même si l'amalgame reste regrettablement courant dans les débats. Si l'objectif à long terme plus ou moins officiel du gouvernement suisse reste l'adhésion à l'UE, les démarches dans ce sens se sont notablement ralenties, et il apparaît absolument impossible en ce moment de reposer la question.

La situation économique de la Suisse, même si elle s'est dégradée, a largement mieux résisté que celle d'autres membres de l'UE. Résultat bien sûr notamment d'accords bilatéraux nombreux, patiemment négociés par une diplomatie suisse qui n'a pas ménagé ses efforts. Mais résultat fragile car l'Union Européenne ne manque pas de remettre en question ces accords bilatéraux, tant critiqués par les Suisses pro adhésion mais, paradoxe intéressant, jugés par l'UE largement trop favorables à la Suisse. La pression pour que la Suisse accepte dans le cadre de futures négociations de reprendre l'acquis communautaire se fait toujours plus forte, et une lettre de juin 2012 de la présidente Widmer-Schlumpf au président Barroso laisse comprendre un accord de principe du gouvernement suisse sur le sujet. L'Action pour une Suisse indépendante et neutre, bras armé de l'UDC, a beau protester, elle réfléchit néanmoins à sa propre dissolution, son succès électoral sur l'EEE n'effaçant pas de nombreux échecs électoraux ultérieurs.

Mais face à une Union européenne qui parle régulièrement d'exploser ou de se diviser en une UE-Nord et une UE-Sud, face à une sortie de l'euro régulièrement évoquée et contrée par un argument étonnant de naïveté « cela n'a PAS été prévu par les textes », face aux coups de boutoir donnés contre le secret bancaire par une UE dont un membre éminent, le Luxembourg, ne prévoit pas de réformer le sien, il est sans doute… urgent d'attendre. Si la protection des trois piliers de la démocratie que sont le fédéralisme, la démocratie directe et la neutralité reste invoquée, parfois de façon incantatoire, ce sont aujourd'hui avant tout des questions économiques en matière de commerce, de gestion des capitaux et de protection du marché du travail qui sont les véritables nœuds du débat.

La Suisse, dans l'Europe, aura-t-elle le dernier mot, aurait sans doute demandé Victor Hugo, prudemment réfugié à Guernesey, mais pour des raisons plus politiques que fiscales. ■